

# Urgence d'un changement de cap

Redynamiser l'industrie, s'attaquer aux inégalités et à la grande misère, faire de l'emploi un objectif essentiel, en particulier pour les jeunes, réduire la précarité et même partager les richesses : telles étaient les priorités annoncées par l'Élysée et par Matignon il y a un an.

La CGT a pris pleinement sa place pour exiger le changement. Aujourd'hui, chacune et chacun mesure l'écart entre les engagements d'alors et les actes d'aujourd'hui.

**Le Medef poursuit son offensive**, sur le terrain, dans les entreprises, dans les négociations, mais aussi médiatiquement, prétendant que rémunérer le travail pénaliserait la compétitivité des entreprises, alors qu'elles souffrent d'un manque d'investissement, d'une trop forte rémunération des actionnaires, et d'une consommation en déclin faute d'emplois et de salaires corrects.

**Leur objectif ? Par tous les moyens, réduire ce qu'ils appellent le « coût du travail »**. Qu'il s'agisse de nos salaires directs ou de nos salaires socialisés, c'est-à-dire du financement de nos systèmes solidaires de protection sociale. Tous les économistes le reconnaissent, **l'austérité empêche la croissance et provoque la récession**. Non seulement elle est source de souffrances injustifiées, mais en plus elle est économiquement contre-productive.

*Augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux est une nécessité pour relancer l'économie et l'emploi, et pour financer nos retraites et la Sécurité sociale.*

*C'est possible, à condition de décider une autre répartition des richesses créées par le travail vers l'investissement et la réponse aux besoins sociaux.*

*C'est possible, car la part des dividendes versée aux actionnaires n'a cessé d'augmenter depuis trente ans, passant de 5 à 25 %.*

## **Contre l'austérité, un changement de cap est nécessaire.**

Mais visiblement, le gouvernement prête davantage l'oreille aux exigences du patronat qu'aux revendications des salariés.

*Dans le pays d'Arles, la situation de l'emploi est très dégradée : rappelons que le taux de chômage à Arles est de 16,6 % sur 22 440 actifs pour une population globale de 53 000 habitants.*

*Nous voulons garder nos entreprises, garder nos emplois. Le secteur industriel local, déjà très altéré par les nombreuses fermetures (Lustucru, Papeteries Etienne, Linpac...), est toujours menacé. Des plans sociaux à la chaîne (Nitrochimie, Transgourmet, Conserves France, Harmonia Mundi...).*

*L'avenir du pays d'Arles n'est pas le « tout tourisme ».*

**Tous ensemble, le changement de cap, c'est maintenant que nous le voulons, c'est maintenant que les salariés, les retraités, les privés d'emploi, l'économie et la société en ont besoin.**

**La CGT veut faire entendre les exigences des salariés et leurs propositions concrètes.**

**Le changement de cap  
dépend de nous,  
toutes et tous**

# Transgourmet, Saint Martin de Crau

Octobre 2003, l'entreprise Aldis avec comme actionnaire le groupe METRO construisait un établissement à St Martin de Crau.

A l'époque déjà Aldis fermait COFRAPEX à Marseille (150 salariés), Nîmes Aldis (50 salariés) et Nice (50 salariés) afin de regrouper tous les volumes sur un seul établissement.

En mars 2006, la CGT du groupe Aldis entamait une grève qui dura 10 jours sur plusieurs sites nationaux (Guémar en Alsace, Ludres en Lorraine, Beaune dans L'Yonne et St Martin de Crau), contre la fusion que le directoire d'Aldis voulait entreprendre avec l'entreprise Prodirest et sur les conséquences désastreuses sur l'emploi.

Août 2008 la fusion entre les deux enseignes était entérinée et la nouvelle enseigne se nommait TRANSGOURMET, avec pour actionnaire le groupe suisse COOP.

**Trois plans sociaux ont suivi cette fusion, montrant bien que la CGT disait vrai sur la perte d'emplois. Transgourmet et son actionnaire font des profits sur les licenciements des salariés : plus de 800 en trois ans.**

**Pendant ce temps, nous avons constaté une augmentation de la masse salariale du directoire de 130%.**

**La CGT de Transgourmet est maintenant implantée sur 12 sites sur les 15 que compte le groupe actuellement.**

**Grâce aux luttes menées, le syndicat a obtenu pour les salariés de nombreuses avancées, comme :**

- **l'égalité de traitement au tribunal de Créteil**
- **la victoire obtenue à St Martin de Crau sur le droit de retrait fait par les salariés, après 77 accidents de travail constatés sur l'année 2011 et contestés par la direction.**

**Aujourd'hui la direction lance un 4<sup>ème</sup> plan social à Transgourmet, soit disant « à cause de la perte d'un client », seul le site de St Martin de Crau est impacté avec 66 licenciements.**

***Il n'y a aucun doute le directoire de Transgourmet s'attaque au seul site de Saint Martin de Crau car la CGT, avec les salariés, s'opposent à leur stratégie économique et anti sociale***

Un article paru dans le journal « Var Matin », annonce l'achat d'un terrain par Transgourmet à Roquebrune sur Argens avec 250 emplois à la clef.

Bien que cette installation soit démentie par la direction à l'interne (mais pas dans le journal « Var Matin »), nous pensons que ces licenciements sont une première vague, avant ce que **nous craignons, la fermeture totale du site en 2017, date à laquelle prendra fin le bail de location.**

***Nous disons NON à ce plan social, fait dans un seul but, éradiquer comme l'a annoncé le président de Transgourmet, le site (et la CGT) de St Martin de Crau.***

***La CGT se battra aux côtés des salariés pour la sauvegarde du site, la sauvegarde de l'emploi et la liberté syndicale.***



# harmonia mundi *s'indigne!*

**En février dernier, Harmonia Mundi, l'un des plus importants employeurs privés du bassin d'emploi arlésien, annonce un Plan de Sauvegarde de l'Emploi qui concerne 38 salariés du Groupe.**

Ces suppressions de postes représentent 22% de la masse salariale actuelle, et vont toucher en priorité le réseau des boutiques dispersées sur toute la France : 29 suppressions de postes sont prévues dans les boutiques, ce qui ne laissera plus que 9 boutiques ouvertes sur les 24 existantes. Parallèlement à cela, 9 suppressions de postes ont été annoncées sur le site arlésien.

Maison de disque fondée en 1958 par Bernard Coutaz, Harmonia Mundi, dont le siège se situe depuis 1986 à Arles (Trinquetaille), allie aujourd'hui ses activités de producteur de musique ancienne à la production de musiques actuelles, la distribution de disques et de livres en France et à l'étranger, où elle a implanté 6 filiales. Dernière maison de disques indépendante en France, Harmonia Mundi a relevé le pari de se développer grâce à ses propres fonds.

**Les représentants du personnel se mobilisent depuis plusieurs mois pour tenter de réduire l'impact de ce PSE, qu'ils jugent pour le moins discutable.** Ce PSE décidé en urgence, pour faire face à une crise du disque pourtant installée depuis plusieurs années, n'est accompagné d'aucune proposition pour redresser la situation financière de la société. **La direction se montre hermétique à toute proposition de son Comité d'Entreprise.** Les salariés assistent au véritable démantèlement du réseau des boutiques, réseau commercial initié par son fondateur, disparu en 2010, et s'inquiètent légitimement de l'avenir de l'entreprise.

*« Le cabinet SECAFI, mandaté par le CE, a démontré dans son étude qu'il n'y avait pas d'urgence à licencier aujourd'hui. Aucun projet n'est avancé par la direction pour nous sortir de cette situation.*

*Nous ne contestons pas les difficultés du marché du disque et du livre, mais comment peut-on se redresser en fermant nos points de vente ? », déclare Thierry Reboud, délégué syndical CGT.*

**Après le débrayage du 22 avril, les représentants du personnel lancent une pétition qui vise à soutenir le réseau des boutiques.**

**La pétition a déjà recueilli plus de 6.000 signatures, dont plus de 3.000 sur le web. De grands noms de la Culture et de la Musique l'ont déjà signée.**

**Elle est toujours disponible à l'adresse suivante :**

**[http://www.petitions24.net/harmonia\\_mundi\\_sindigne](http://www.petitions24.net/harmonia_mundi_sindigne)**

# CONSERVES FRANCE

## réduit le site de Tarascon au minimum !

L'usine ouverte à Tarascon au début en 1969 s'appelait ROLLI du nom de l'entrepreneur qui investissait le site du Grand Frigolet en regroupant l'usine d'Avignon coincée à coté de la gare et d'une petite unité à Monteux (Vaucluse).

Les productions étaient axées sur la transformation des produits de l'agriculture locale principalement la tomate pour le concentré, les tomates entières pelées ou concassées, et aussi de la ratatouille et autres produits à base de tomates ou légumes de la région (sauces légumes ou à la viande), les légumes secs et l'harissa à base de piments, carottes et betteraves.

Malgré quelques difficultés au début, l'entreprise continuera à se développer avec l'arrivée d'Olivier Tramier (les olives) et des Grands Moulins de Paris dans le capital.

**L'entreprise s'appelle alors Otra Rolli et diversifie ses produits.**

A cette époque, l'entreprise achète l'usine de Meyrargues et récupère la marque Barbier Dauphin.

Viennent ensuite une crise de la tomate dont les cours ont chuté et la fermeture de l'usine de Meyrargues. L'actionnaire principal, les Grands Moulins de Paris, est racheté par le groupe Bouygues (intéressé surtout par l'immobilier parisien) et place le site de Tarascon sous la tutelle de DML, société de redressement d'entreprise qui est venue pour préparer la vente du site.

Conserve Italia achète Otra Barbier Dauphin en 1990 et démarre alors une période de croissance où l'entreprise atteint plus de 200 salariés permanents, avec le fonctionnement en simultané de 4 et parfois 5 lignes par poste, et un passage au travail en 3X8 toute l'année et non plus uniquement pendant la campagne de tomates.

**La société devient alors Conserve France. Elle investit avec l'achat d'une nouvelle usine (LOMCO) à Saint-Sylvestre dans le Lot et Garonne et diversifie sa gamme de produits, tout en maintenant ses productions sur Tarascon.**

Ensuite c'est l'achat de Saint-Mamet qui va lancer la société sur un nouveau marché, les fruits, tout en récupérant une marque nationale qui va être mise en avant et développée au maximum.

C'est alors que commencent les problèmes à Tarascon avec tout d'abord la crise de la « vache folle », qui fait chuter les volumes de raviolis d'environ 2/3 ; ensuite c'est la chute du cours de la tomate avec la concurrence chinoise et la perte de subventions, **la production va doucement diminuer jusqu'à son arrêt en 2013.**

Entre-temps les directions ont changé et décident de l'abandon de toutes les productions dont la marge est inférieure à 15 %. **Dans ce contexte, le site de Tarascon s'est retrouvé en « sureffectif » ce qui a entraîné le 1<sup>er</sup> PSE de juin 2010 avec 65 suppressions de postes.** Les salariés qui sont restés « y ont cru et se sont investis pour que le plan réussisse et ont atteint les objectifs fixés par la direction ».

C'est alors que sous couvert de « la crise », de l'augmentation des matières premières dont la viande, de l'impossibilité de répercuter les hausses, « dixit la direction », ils **annoncent un second P.S.E de 44 suppressions de postes**, pour réduire les coûts fixes qui ne sont plus couverts par la production du site.

Maintenant, il ne va rester que 6 à 8 semaines de période de campagne sur le mélange de légumes et un mois sur les sauces en boîtes.

Les sauces bocaux sont transférées en Italie pour être fabriquées, pour les clients français.

**Nous constatons que les choix faits par les directions et les actionnaires ont pour conséquence de toujours demander de plus en plus aux ouvriers qui au final, payent par la perte de leurs emplois.**

**La direction nous chante la même chanson, c'est pour sauver l'entreprise et maintenir les emplois, toujours en réduisant les coûts, jusqu'à quand ?**

**Sans développement, il n'y a pas de solution, la CGT se battra aux côtés des salariés pour la sauvegarde du site, la sauvegarde de l'emploi.**

Arles, le 8 juin 2013,

Union locale CGT -Bourse du travail- 3 rue Parmentier-13200 Arles

☎ 04 90 96 50 27 – fax 04 90 96 46 78 – e mail : [unionlocale@cgtarles.fr](mailto:unionlocale@cgtarles.fr)

**Pour toutes informations visitez le site [cgtarles.fr](http://cgtarles.fr)**